

Une actualité difficile à analyser (1er décembre 2012)

Sur la base des informations disponibles à ce jour, deux points très importants d'actualité semblent pour l'heure encore extrêmement flous l'un et l'autre. Il s'agit :

- du débat Environnement / Energie lancé en France par François Hollande les 14 et 15 septembre ; et
- de l'annonce par le premier ministre japonais de l'objectif de sortie du nucléaire avant 2040.

Le débat Environnement / Transition énergétique

Annoncé lors de la campagne présidentielle, le grand débat Environnement/Energie a débuté le 29 novembre. Il avait fait l'objet d'un lancement en fanfare les 14 et 15 septembre puisque le Président de la République a souligné que « *la centrale de Fessenheim, qui est la plus ancienne de notre parc, sera fermée à la fin de l'année 2016* » ajoutant : « *Nous devons même en faire un exemple de démantèlement réussi* ». Le chef de l'Etat a par ailleurs annoncé le lancement « *avant la fin de l'année, de nouveaux appels d'offres pour l'éolien en mer* ». De son côté, le Premier Ministre a indiqué dans la foulée: « *Il nous faut rompre avec le tout nucléaire pour la production d'électricité, avec le tout pétrole pour les transports* ». Le décor était ainsi clairement planté.

Alors que dans le 'Grenelle' voulu par Nicolas Sarkozy en 2007 on avait abordé tous les sujets relevant du développement durable, hormis le nucléaire jugé trop sérieux pour être négocié, cinq années plus tard la situation semble se répéter, pourrait-on discuter de tout sauf du nucléaire ? En effet sa cause semble entendue avec la décision de fermer Fessenheim en 2016 et de ramener la part du nucléaire à 50% à l'horizon 2025 comme prévu dans l'accord électoral PS-EELV : sans qu'aucune justification ou analyse n'ait jamais été fournie, cela n'est pas négociable !

L'objet du débat qui s'ouvre est pourtant extrêmement large : tous les aspects relevant du thème global de la transition énergétique devraient être abordés. Cela va des questions à caractère social (modes de vie, consommation, habitat, recherche d'efficacité et de sobriété), au problème des transports, aux énergies renouvelables, à la protection de la biodiversité et aux questions afférentes de fiscalité. Les questions économiques devraient également être prises en compte au travers d'un groupe d'experts, dont on ne sait presque rien pour l'instant, alors qu'il est essentiel de parler d'économie et de compétitivité. Ces différentes instances pourraient être flanquées d'un comité *citoyen* par tirage au sort sur les listes électorales, option qui reste à confirmer.

Le débat est organisé en trois phases : information en novembre-décembre, puis participation du public janvier-mai 2013 enfin la synthèse et les recommandations en mai, avant d'aboutir à une loi. Ce programme a d'ores et déjà glissé puisque la séance d'ouverture n'a eu lieu qu'à fin novembre. La loi ne verra donc pas le jour avant l'automne 2013.

Prendront part au débat, les corps constitués, des élus, les collectivités territoriales, les organisations syndicales, les mouvements associatifs et de nombreuses ONG qu'elles soient représentatives ou non, compétentes ou non, mais pas les associations connues pour être pro-nucléaires comme Sauvons le Climat ou la SFEN, ni EDF, ni l'Union Française de l'Electricité ou encore AREVA ne seront parties prenantes en tant que telles !

Cependant, à l'invitation de la ministre de la recherche, Alliance, chargée de renforcer l'efficacité de la recherche dans le domaine de l'énergie, participera au débat. Peu connue mais appréciée pour la qualité de son travail, l'Alliance Nationale pour la Coordination de la Recherche sur l'Energie (ANCRE), réunit le CNRS, la Conférence des Présidents d'Université, l'IFPEN, le CEA, une quinzaine d'autres membres associés et différents partenaires ou agences. L'Alliance est aujourd'hui présidée par Bernard Bigot, Administrateur Général du CEA.

Au lendemain de l'ouverture du débat le 29 novembre, beaucoup d'inconnues subsistent y compris en matière d'organisation de celui-ci. Quoi qu'il en soit les choses promettent d'être quelque peu touffues, qu'on en juge : le débat sera animé par une commission – le Parlement – regroupant quelques 60 structures invitées à la conférence, relevant de 6 collèges à savoir Etat, collectivités territoriales, entreprises, associations, salariés et parlementaires, lesquels vont assurer « *un dialogue avec les entreprises concernées* » curieuse façon tout de même d'associer les entreprises énergétiques !

La ministre de l'écologie a désigné six personnalités pour assurer à ses côtés le pilotage du débat Anne Lauvergeon, Laurence Tubiana, Jean Jouzel, Bruno Rebelle et, après révision pour tenir compte des vives réactions de certaines ONG, Michel Rollier et Georges Mercadal.

Souhaitons leur bon courage et bonne chance car les enjeux sont considérables, ne s'agit-il pas en effet de répondre à des questions essentielles ?

- Comment aller vers l'efficacité énergétique et la sobriété ?
- Quelle trajectoire pour atteindre le mix énergétique en 2025 ? Quels types de scénarii possibles à l'horizon 2030 et 2050, dans le respect des engagements climatiques français et européens, à savoir 23% de renouvelables en 2020 et division par un facteur d'au moins 4 les émissions de gaz à effet de serre à l'horizon 2050 ?
- Quels choix en matière d'énergies renouvelables et de nouvelles technologies de l'énergie et quelle stratégie de développement industriel et territorial ?
- Quels coûts et quel financement de la transition énergétique ?

François Hollande a souligné le 14 septembre qu'*il est opportun de définir aujourd'hui une nouvelle révolution industrielle et sociétale* qu'il faut *définir maintenant la façon d'engager cette transition* qui soit *la plus pertinente économiquement et écologiquement et la plus juste socialement*. Qui ne s'associerait à un tel objectif ? Espérons, à l'instar d'un ministre, *que les énergies renouvelables viennent se substituer aux énergies fossiles fort émettrices de gaz carbonique et pas au nucléaire, il est en effet irréaliste de vouloir diminuer le nucléaire et le pétrole tout en trouvant de l'argent pour financer les renouvelables*. Ceci n'est pas gagné d'avance car le gouvernement semble bien privilégier le retour au gaz comme on l'entend trop couramment, pas toujours sur le ton de la plaisanterie :

Peu importe l'effet de serre,
Pourvu qu'on sorte du nucléaire.

Certes, Delphine Batho, ministre de l'Ecologie, a indiqué que le débat ne se limiterait pas au nucléaire ou même à la production d'électricité mais devrait être d'abord centré sur la consommation et l'estimation des besoins futurs. D'aucuns parlent de la nécessité *absolue* de se concentrer sur la sobriété, d'autres allant jusqu'à parler de satisfaire les besoins *minimum* pour faire fonctionner correctement la société, *sans superflu* ou désir excessif... et où, le nucléaire n'aurait plus sa place, n'étant tout simplement plus nécessaire compte tenu de la contraction des besoins ! On imagine des débats difficiles voire explosifs, surtout si certains veulent soutenir les énergies renouvelables sans considération des coûts associés.

Espérons toutefois qu'après des débuts laborieux le débat dégager des orientations tenant compte des intérêts majeurs du pays et s'affranchisse des luttes entre chapelles et lobbys multiples, orientations qu'on pourrait résumer de la façon suivante :

- amener les français à faire évoluer progressivement leur mode de vie vers une plus grande sobriété notamment au plan énergétique, tel devrait être le premier objectif de la transition énergétique (un

choix de société prôné par certains avec quelque grandiloquence sans voir que le pays, vivant en osmose avec ses voisins, ne peut faire cavalier seul) ;

- créer, malgré la crise, de l'emploi et par conséquent de la croissance en France (BTP, amélioration de l'habitat);
- tirer parti du développement des énergies renouvelables pour permettre au pays de réduire sa dépendance aux énergies fossiles tout en réduisant ses rejets de gaz à effet de serre et son déficit commercial aujourd'hui colossal et toujours croissant ; et
- concevoir les modes de financement indispensables pour faciliter et induire les changements individuels souhaitables.

Objectif japonais de sortie de la dépendance au nucléaire

C'est finalement le 14 septembre – après des semaines d'une valse-hésitation bien compréhensible étant donné l'enjeu, une foule de déclarations fermes mais vagues quant à une sortie, à moyen ou long terme, du nucléaire et sous la pression de l'opinion publique et de démonstrations des opposants – que le premier ministre Yoshihiko Noda a annoncé l'objectif en trois points de sortir progressivement le pays du nucléaire :

- au plus tard en 2040,
- la durée de vie de chaque réacteur sera limitée à 40 ans, et
- la construction d'aucun nouveau réacteur ne sera lancée.

Curieusement dans l'annonce rien n'a été dit sur ce qui viendrait se substituer au nucléaire, 30% pourtant de la production électrique au moment de la catastrophe du 11 mars 2011.

Plus curieusement encore, dans les jours qui ont suivi cette annonce solennelle, la confusion s'est installée tant les informations successives paraissaient incohérentes, au moins vues de France:

- le ministre de l'industrie se déplaçait dès le 15 septembre à Aomori pour assurer au gouverneur que le programme de recyclage de Rokkasho Mura se poursuivrait – de nouveaux essais de vitrification étant du reste immédiatement lancés – et que le programme de fabrication de combustibles MOX serait également poursuivi ;
- ce ministre indiquait par ailleurs, le même jour, que la construction de 3 réacteurs qui avait été suspendue pourrait reprendre à bref délai ; à l'évidence ces réacteurs (dont l'un – Higashidori-1 – appartient à Tepco) devraient donc fonctionner très au-delà de 2040 !
- le 20 septembre, refus du gouvernement d'entériner, sans aménagement, les termes exacts de la décision du premier ministre ;
- le ministre des finances déclarait de son côté, qu'en matière de politique énergétique, il était indispensable de rester flexible pour éviter que la population ne supporte des conséquences financières trop lourdes du fait de la réorientation des programmes ;
- on apprenait ensuite qu'il appartenait à la nouvelle autorité de sûreté (Nuclear Regulatory Authority – NRA – créée le 19 septembre) de décider du redémarrage de chacun des réacteurs selon des critères qu'il lui appartenait de fixer (48 réacteurs sont aujourd'hui à l'arrêt) et en fonction de la *compréhension* (sic) des autorités locales ;
- lundi 1er octobre, Electric Power Development (JPower) annonçait avoir repris la construction suspendue depuis l'accident de Fukushima d'un réacteur sur le site d'Ohma (au nord du pays) ayant reçu le feu vert des autorités sans qu'il soit précisé de qui il s'agissait précisément ; cette reprise mérite d'être soulignée car il s'agit du premier réacteur destiné à fonctionner exclusivement avec du combustible MOX, une première mondiale ;
- le 9 octobre enfin on apprenait que, venant d'obtenir l'autorisation de reprendre la construction du réacteur Shimane-3, l'électricien Chugoku relançait ses démarches pour obtenir

l'autorisation de lancer la construction de deux autres réacteurs à eau bouillante sur le même site mais se heurtait cette fois à un refus... sans qu'on sache si ce refus est définitif !

Tout ce qui précède est exact mais nous ne saurions assurer que ce soit complet et qu'aucune péripétie ne nous a échappé, au total néanmoins une belle série de couacs plutôt surprenante s'agissant d'une décision tout à fait majeure !

A l'évidence le premier ministre manque d'autorité et le gouvernement japonais est très affaibli : ils ont tous deux beaucoup de mal à maintenir un cap, clairement ballotés qu'ils sont entre les lobbies de tous bords et alors que le pays reste dans une situation économique difficile. Il est probable également que le Japon a été aussi soumis à des pressions américaines, les Etats-Unis voulant préserver les liens extrêmement étroits entre Toshiba et Hitachi respectivement avec Westinghouse et General Electric.

Mr Noda a pu constater combien il est difficile de plaire à tout le monde. Il serait indécent de notre part de plaisanter sur le sort d'un pays et d'une population exposés à de tels tourments, notons cependant que si nous savions l'Orient compliqué pour nos mentalités occidentales, nous constatons que beaucoup de japonais, eux aussi, sont quelque peu perdus. Qui donc a dit qu'il est facile de sortir du nucléaire ?

Il reste bien sûr à préciser les objectifs concernant le *mix* énergétique mais le consensus à ce sujet n'interviendra sans doute pas avant les prochaines échéances électorales. Il n'est du reste pas exclu que le prochain gouvernement ne revienne sur certaines décisions ou orientations prises.

De son côté NRA, la nouvelle autorité de sûreté, a commencé à travailler, sans se laisser impressionner par les différents camps en présence : elle a, par exemple, lancé des forages et des mesures sur le site d'Ohu où deux réacteurs fonctionnent depuis l'été dernier, le but étant double : s'assurer qu'il n'y a pas de failles sismiques toujours actives, susceptibles de mettre en péril la sûreté, et montrer à toutes les parties prenantes que la NRA est décidée à montrer qu'elle n'est pas sous influence.

La NRA a par ailleurs indiqué qu'elle exigerait que les municipalités situées jusqu'à 30km des sites (10km auparavant) doivent désormais établir des plans d'évacuation et que ceci, au même titre que l'établissement d'un nouveau référentiel de sûreté, était un préalable à toute remise en route des réacteurs existants.

Le chemin vers une réelle indépendance sera encore long, n'a-t-il pas fallu à l'autorité française (ASN) plus de 20 ans pour obtenir le statut et acquérir la légitimité qui sont aujourd'hui les siens ?

Connaissant bien le Japon mais faute d'être madame Soleil, il nous est difficile de voir vers quel futur va le Japon :

Va-t-il, du fait de l'abandon du nucléaire, vers une aggravation de la crise économique que traverse le pays depuis bientôt vingt ans ?

La population n'a-t-elle pas, au contraire, maintenant conscience de façon claire que la catastrophe de Fukushima est due à l'inqualifiable irresponsabilité d'un exploitant qu'un défaut de gouvernance au niveau du gouvernement a rendue possible, et que ce qui est sain dans le nucléaire doit être préservé, le Japon ne pouvant continuer à s'enfoncer encore plus dans la crise ?

Bernard Lenail